



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 24 OCTOBRE 1903.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2835

Nomination

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, par ordre en conseil, en date du douze octobre 1903, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Bedford, M. Ernest Irwin Martin, marchand, du canton Bolton, partie est, dans le comté de Brome. 3303

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. N. CASAULT  
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

À Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 24th OCTOBER, 1903.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2836

Appointment

His Honor the Administrator has been pleased, by order in council, dated the twelfth of October, 1903, to appoint to the commission of the peace for the district of Bedford, Mr. Ernest Irwin Martin, merchant, of the township Bolton, east part, in the county of Brome. 3304

Proclamation

Canada, Province de Québec. } L. N. CASAULT  
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called

de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le NEUVIEME jour de NOVEMBRE mil neuf cent trois, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

**A**TTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le NEUVIEME jour du mois de NOVEMBRE mil neuf cent trois, auquel temps vous étiez tous et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le DIX-NEUVIEME jour du mois de DECEMBRE prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY**, Chevalier, Administrateur du gouvernement de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-UNIEME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent trois, et dans la troisième année de Notre Règne.

Par ordre,

**L. G. DESJARDINS,**  
Greffier de la Couronne en Chancellerie,  
Québec.

2837

to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the NINTH day of the month of NOVEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, you and each of you.—GREETING.

ROCLAMATION.

**W**HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the NINTH day of the month of NOVEMBER, one thousand nine hundred and three, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear ;

Now Know YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the NINETEENTH day of the month of DECEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : **WITNESS**, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable **SIR LOUIS NAPOLEON CASALTY**, Knight, Administrator of the Government of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWENTY FIRST day of OCTOBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and three, and in the third year of Our Reign.

By command,

**L. G. DESJARDINS,**  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

2838

Avis du Gouvernement

Québec, 16 octobre 1903.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur de la province, par arrêté en conseil, en date du 2 octobre 1903, d'ordonner que la cour du magistrat, pour le comté de Terrebonne, à Sainte-Agathe des Monts, qui, d'après la proclamation du 25 janvier 1897, publiée dans la *Gazette Officielle* du 6 février 1897, page 396, devait être tenue dans la bâtisse située sur le lot No 70, du quatrième rang du canton Beresford, soit à l'avenir tenue dans la salle Belisle, sur le lot No 59, des plan et livre de renvoi officiels du quatrième rang du canton Beresford, dans la municipalité du village de Sainte-Agathe des Monts.

3279

**AMD. ROBITAILLE,**  
Secrétaire de la province.

Québec, 16 octobre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du village d'Hébertville, dans le comté du Lac Saint-Jean, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

3277

**AMD. ROBITAILLE,**  
Secrétaire de la province.

Government Notices

Quebec, 16th October, 1903.

His Honor the Administrator of the province, has been pleased, by order in council, dated the 2nd of October, 1903, to order that the magistrate's court for the county of Terrebonne, at Sainte Agathe des Monts, which by the proclamation of the 25th of January 1897, published in the *Official Gazette* of the 6th of February, 1897, page 396, should be held in the building situate on lot No. 70, of the fourth range of the township Beresford, shall in future be held in Belisle hall, on lot No. 59, of the official plan and book of reference of the fourth range of the township Beresford, in the municipality of the village of Sainte Agathe des Monts.

3280

**AMD. ROBITAILLE,**  
Provincial secretary.

Quebec, 16th October, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant-Governor in Council, by the municipality of the village of Hébertville, in the county of Lake Saint John, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

3278

**AMD. ROBITAILLE,**  
Provincial secretary.

No 800.03

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## Demande d'érection d'une nouvelle municipalité.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Shannon," comté de Québec, le territoire formant ci-devant partie de la municipalité scolaire de Saint-Gabriel-Ouest, comprenant les lots suivants du cadastre, savoir : Nos 21 à 43 inclusivement, 54 à 64 inclusivement, et 66 à 71 inclusivement. Cette municipalité sera érigée pour les catholiques seulement.

Cette érection, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet prochain, 1904.

3281

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, QUÉBEC.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au département de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Victoria, chapitre 20, le sousigné autorise la formation de ce cercle, qui est par les présentes constitué en corporation.

Dans le comté d'Ottawa, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

" Cercle agricole de la municipalité du canton de Wright.

ADELARD TURGEON,

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 20 octobre 1903.

3285

Québec, 10 octobre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité de Saint-Edmond du Lac au Saumon, comté de Matane, pour obtenir l'autorisation de ne publier qu'en français seulement, tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

3211.2

Québec, 14 octobre 1903.

Avis est par le présent donné qu'une demande a été présentée au lieutenant-gouverneur en conseil, par la municipalité du canton Campbell, comté de Labelle, pour obtenir l'autorisation de ne publier tous avis, règlements ou résolutions faits et passés par le conseil de la dite municipalité, en langue française seulement.

Toutes représentations à ce contraire devront être produites dans le délai de deux mois qui suivra la deuxième et dernière publication du dit avis.

AMD. ROBITAILLE,

Secrétaire de la province.

3241.2

No 1330.03.

## DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

## AVIS.

## Demande annexion du village "Deschênes", à Hull, canton.

Demande est faite d'annexer le "village Deschênes", comté d'Ottawa, à la municipalité du canton de "Hull", dans le même comté, pour les fins scolaires. Le dit village Deschênes comprend le territoire suivant, savoir : Partie du lot 15a, au sud du chemin de fer C. P. R. dans le premier rang du canton de Hull, aussi les lots 15b et 16a du premier rang du dit canton, et les lots 24 à 153 compris, du village Deschênes, dans le dit canton.

Cette annexion, si elle est autorisée, ne devant prendre effet que le 1er juillet 1904.

3215.2

No. 800.03.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

## Application to erect new municipality.

Application is made to erect into a distinct school municipality, by the name of "Shannon," county of Quebec, the territory forming heretofore part of the school municipality of Saint Gabriel West, comprising the following cadastral lots, to wit: Nos. 21 to 43 inclusively, 54 to 64 inclusively, and 66 to 71 inclusively. This municipality will be erected for catholics only.

This erection, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July next, 1904.

3282

## DEPARTMENT OF AGRICULTURE, QUEBEC.

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the requirements of the statute 56 Victoria, chapter 20, the undersigned authorizes the formation of this club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Ottawa, the following club is authorized under the following name, to wit :

" Farmers' club of the municipality of the township of Wright.

ADELARD TURGEON

Minister of Agriculture.

Quebec, 20th October, 1903.

3286

Quebec, 10th October, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of Saint Edmond du Lac Saumon, county of Matane, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial secretary.

3212

Quebec, 14th October, 1903.

Notice is hereby given that an application has been presented to the Lieutenant Governor in Council, by the municipality of the township Campbell, county of Labelle, to obtain the authorization to publish in the french language only, all notices, by-laws or resolutions adopted and passed by the council of the said municipality.

Any representations to the contrary must be filed within the delay of two months following the second and last publication of the said notice.

AMD. ROBITAILLE,

Provincial Secretary.

3242

No. 1330.03.

## DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

## NOTICE.

## Application to annex village "Deschenes", to Hull, township.

Application is made to annex the village "Deschenes", county of Ottawa, to the municipality of the township of "Hull", in the same county, for school purposes. The said village Deschenes comprises the following territory, to wit: Part of lot 15a, south of the C. P. R. railway, in the first range of the township of Hull, also lots 15b and 16a of the first range of the said township, and the lots 24 to 153, inclusively, of the village Deschenes, in the said township.

This annexation, if it is authorized, will take effect only on the 1st of July, 1904.

3216

[Quebec, 8 octobre 1903.

Avis public est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par J. O. East, écuyer, notaire public, de la paroisse de Saint-Augustin, dans le comté de Portneuf, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur des minutes, répertoire et index de feu Jean-Baptiste Hamel, en son vivant notaire public, de la paroisse de Sainte-Jeanne de Neuville, dans le comté de Portneuf, en vertu des dispositions du code du notariat, (article 3685 des S. R. P. Q.)

3191.3

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS  
DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première

Quebec, 8th October, 1903.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant governor in council, by J. O. East, esquire, notary public, of the parish of Saint Augustin, in the county of Portneuf, by which he prays for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Jean Baptiste Hamel, in his lifetime esquire, notary public, of the parish of Sainte Jeanne de Neuville, county of Portneuf, in virtue of the provisions of the notarial code, (article 3685 R. S. P. Q.)

3192

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION  
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills

lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au Bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2833

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière ombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire uoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans

shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill, for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which suuh bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2834

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the perview of "The British North America Act, 1867," wether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Poad, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, ... de, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assasment; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and

un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements."

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour

in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from, and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendment between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such

examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

3079

Greffier de l'Assemblée Législative.

## ERRATUM.

A la page 1602, de la *Gazette Officielle* du 17 octobre 1903, No 3269-70, lisez Hubert Perron au lieu de Norbert Perron. 3305

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1633.

Dame Mélina Péloquin, épouse commune en biens de Adolphe Joly, machiniste, tous deux des cité et district de Montréal, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 6 octobre 1903.

A. S. DEGUIRE,  
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 20 octobre 1903.

3297

Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, or corporate advantage, or for any amendment of and existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway tramway, telegraph, telephone or lighting company or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

3080

Clerk of the Legislative Assembly.

## ERRATUM.

Page 1602, of the *Official Gazette* of the 17th October, 1903, No. 3269-70, read Hubert Perron instead of Norbert Perron. 3306

## Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1633.

Dame Mélina Péloquin, wife common as to property of Adolphe Joly, machinist, both of the city and district of Montreal, has sued her said husband in separation as to property, the 6th October, 1903.

A. S. DEGUIRE,  
Attorney for plaintiff.

Montreal, 20th October, 1903.

3298

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 1028.

Dame Florida Bernier, épouse commune en biens de Ulric Desjardins, imprimeur, tous deux des cité et district de Montréal, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre le dit Ulric Desjardins.

FONTAINE & LABELLE,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 21 septembre 1903. 3315

Dame Virginie Elie dit Breton, épouse commune en biens de Joseph Ste-Marie, commerçant, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a intenté, ce jour, à son dit époux, une action en séparation de biens.

N. U. LACASSE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 9 octobre 1903. 3229.2

Province de Québec, }  
District de Trois-Rivières, } *Cour Supérieure.*  
No 450.

Dame Marie Joséphine Visien, de Trois-Rivières, épouse commune en biens de François Xavier Paquette, mécanicien, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit François Xavier Paquette, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause, le huitième jour d'octobre 1903.

BEAUREGARD, RAINVILLE &  
ST. JULIEN,  
Avocats de la demanderesse.  
Trois-Rivières, 9 octobre 1903. 3207.2

Province de Québec, }  
District de Montréal } *Cour Supérieure.*  
No 1169.

Dame Tillie Ornstein, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles Wexler, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs  
Le dit Charles Wexler, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-neuvième jour de septembre 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &  
MARGOLESE,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 6 octobre 1903. 3157.3

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*  
No 2364.

Dame Zéluma Leclair, dûment autorisée, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son époux, Urgèle St-Maurice, de la ville de Lachine, district de Montréal.

DECARIE & DECARY,  
Procureurs de la demanderesse.  
Montréal, 22 septembre 1903. 3067.5

Province de Québec, }  
District de Montréal, } *Cour Supérieure.*

Dame Mary Jane Grison, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Duncan McMillan, contre-maître, absent, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Duncan McMillan, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

O. A. GOYETTE,  
Avocat de la demanderesse.  
Montréal, 25 septembre 1903. 3083.4

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 1028.

Dame Florida Bernier, wife common as to property of Ulric Desjardins, printer, both of the city and district of Montreal, has, this day, instituted an action in separation as to property against the said Ulric Desjardins.

FONTAINE & LABELLE,  
Plaintiff's attorneys.  
Montreal, 21st September, 1903. 3316

Dame Virginie Elie dit Breton, wife common as to property of Joseph Ste. Marie, trader, of the city and district of Montreal, duly authorized, has instituted, this day, an action in separation as to property against her said husband.

N. U. LACASSE,  
Attorney for plaintiff.  
Montreal, 9th October, 1903. 3230

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers, } *Superior Court.*  
No. 450.

Dme Marie Joséphine Visien, of Three Rivers, wife common as to property of François Xavier Paquette, engineer, of the same place, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs  
The said François Xavier Paquette, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighth day of October, 1903.

BEAURERARD, RAINVILLE &  
ST. JULIEN,  
Attorneys for plaintiff.  
Three Rivers, 9th October, 1903. 3208

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*  
No. 1169.

Dame Tillie Ornstein, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles Wexler, trader, of the same place, duly authorized for the purpose hereof, Plaintiff ;

vs  
The said Charles Wexler, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty ninth day of September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS &  
MARGOLESE,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 6th October, 1903. 3158

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court*  
No. 2364.

Dame Zéluma Leclair, duly authorized, has taken, to day, an action in separation as to property against her husband, Urgèle St-Maurice, of the town of Lachine, district of Montreal.

DECARIE & DECARY,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 22nd September, 1903. 3068

Province of Quebec, }  
District of Montreal, } *Superior Court.*

Dame Mary Jane Grison, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Duncan McMillan, foreman, absentee, of the same place, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
The said Duncan McMillan, Defendant.  
An action in separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

O. A. GOYETTE,  
Attorney for the plaintiff.  
Montreal, 25th September, 1903. 3084

*Cour Supérieure.—Beauce.*

No 3726.

Pétronille Bourget, de la paroisse de Saint-Victor, Beauce, épouse commune en biens de Ludger Lacombe, du même lieu, commerçant, légalement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ludger Lacombe, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur en cette cause.

LETELLIER &amp; BOUFFARD,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, 19 septembre 1903. 3031.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 1175.

Dame Mary Maud Francis, épouse de Albert Henry Ellis, maître plombier, de la cité et du district de Montréal, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit mari.

A. G. CROSS,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 21 septembre 1903. 3045.5

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*  
No. 229.

Dame Marie Amanda Beaudoin, de la paroisse de Sainte-Adèle, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Joseph Louis Aubert, du même endroit, marchand, a, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

PREFONTAINE, ARCHER,  
PERRON & TASCHEREAU,

Procureurs de la demanderesse.

Sainte-Scholastique, 23 septembre 1903. 3049.5

Province de Québec, }  
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
No 3490.

Dame Hermine Dagenais, de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, district de Joliette, épouse commune en biens de Emilien Gareau, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

PELLETIER &amp; PELLETIER,

Avocats de la demanderesse.

Joliette, 8 septembre 1903. 3033.5

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No. 1159.

Dame Rebecca Gross, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hyman Breitman, commerçant, du même lieu, dûment autorisée à l'effet des présentes, Demanderesse ;

vs

Le dit Hyman Breitman, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le vingt-huitième jour de septembre 1903.

STEPHENS, HUTCHINS  
& MARGOLESE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 6 octobre 1903. 3159.3

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 2645.

Dame Avila Lacroix, épouse de Joseph Dutrisac, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Dutrisac, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 23 septembre 1903.

D. A. LAFORTUNE,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 1er octobre 1903. 3199.3

*Superior Court.—Beauce.*

No. 3726.

Pétronille Bourget, of the parish of Saint Victor, Beauce, wife common as to property of Ludger Lacombe, merchant, of the same place, duly authorized to sue, Plaintiff ;

vs.

The said Ludger Lacombe, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant in this cause.

LETELLIER &amp; BOUFFARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, 19th September, 1903. 3032

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1175.

Dame Mary Maud Francis, wife of Albert Henry Ellis, of the city and district of Montreal, master plumber, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

A. G. CROSS,

Attorney for plaintiff.

Montreal 21st September, 1903. 3046

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No. 229.

Dame Marie Amanda Beaudoin, of the parish of Saint Adele, in the district of Terrebonne, wife common as to property of Joseph Louis Aubert, of the same place, merchant, has instituted an action for separation as to property against her said husband.

PREFONTAINE, ARCHER,  
PERRON & TASCHEREAU,

Attorneys for plaintiff.

Sainte Scholastique, 23rd September, 1903. 3050

Province of Quebec, }  
District of Joliette. } *Superior Court.*  
No. 3490.

Dame Hermine Dagenais, of the parish of Saint Henri de Mascouche, district of Joliette, wife common as to property of Emilien Gareau, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to ester en justice, has, this day, instituted an action in separation as to bed and board against her said husband.

PELLETIER &amp; PELLETIER,

Attorneys for plaintiff.

Joliette, 8th September, 1903. 3034

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 1159.

Dame Rebecca Gross, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hyman Breitman, trader, of the same place, duly authorized for the purposes hereof, Plaintiff ;

vs

The said Hyman Breitman, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the twenty eighth day of September, 1903.

STEPHENS, HUTCHINS  
& MARGOLESE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 6th October, 1903. 3160

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 2645.

Dame Avila Lacroix, wife of Joseph Dutrisac, of the city and district of Montreal, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Dutrisac, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 23rd of September, 1903.

D. A. LAFORTUNE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 1st October, 1903. 3200

Canada,  
Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 2343.

Dame Elmire Renaud, de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, épouse commune en biens de François-Xavier Martel, du même lieu, dûment autorisée en justice aux fins des présentes,  
Demanderesse ;

vs

Le dit François-Xavier Martel, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, en cette cause.

C. E. DORION,

Avocat de la demanderesse.

Québec, 3 octobre 1903. 3149.3

*Cour Supérieure.—Beauce.*

No 3722.

Dame Délima Boulet, épouse commune en biens de Léon Dorval, de Saint-Odilon de Cranbourne, commerçant, dûment autorisée par jugement en date du 25 septembre courant, à ester en justice,  
Demanderesse ;

vs

Le dit Léon Dorval, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le 25 septembre courant.

LETELLIER &amp; BOUFFARD,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Joseph, Beauce, 26 septembre 1903 3077.4

*Cour Supérieure.—Québec.*

No 1715.

Dame Séraphine Cardinal, épouse commune en biens d'Honoré St-Jean dit Langlois, de la cité de Québec, boucher, dûment autorisée par l'un des honorables juges de cette cour, à ester en justice aux fins des présentes ;

vs

Le dit Honoré St-Jean dit Langlois.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 5 septembre courant.

J. A. ROCHETTE,

Procureur de la demanderesse.

Québec, 6 septembre 1903. 3189.3

## Avis de Faillites

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 2619.

Elzéar Tessier, Requéant cession ;

et

Dame Marie Edda Lavoie, Faillie.

Je, soussigné, Joseph Lauzier, de Québec, donne avis que, le seizième jour d'octobre, Dame Marie Edda Lavoie, faisant affaire comme marchande publique, à Québec, sous le nom de "Jean Louis Thibaudeau & Cie," a fait abandon de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district de Québec.

JOSEPH LAUZIER,

Gardien provisoire.

Québec, 16 octobre 1903. 3275

In re Eleusippe Béland, Québec, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai été, aujourd'hui, nommé curateur aux biens du susdit insolvable.

D. ARCAND,

Curateur.

Québec, 16 octobre 1903. 3273

Canada  
Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 2343.

Dame Elmire Renaud, of the parish of Saint Ambroise de la Jeune-Lorette, wife common as to property of François-Xavier Martel, of the same place, judicially authorized to take the present action.  
Plaintiff ;

vs

The said François-Xavier Martel, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted, this day, in the present cause.

C. E. DORION,

Attorney for the plaintiff.

Quebec, 3rd October, 1903. 3150

*Superior Court.—Beauce.*

No. 3722.

Dame Delina Boulet, wife common as to property of Léon Dorval, of Saint Odilon de Cranbourne, trader, duly authorized by judgment dated the 25th of September instant, to appear in judicial proceedings,  
Plaintiff ;

vs

The said Léon Dorval, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 25th September instant.

LETELLIER &amp; BOUFFARD,

Attorneys for plaintiff.

Saint Joseph, Beauce, 26th September, 1903. 3078

*Superior Court.—Québec.*

No. 1715.

Dame Séraphine Cardinal, wife common as to property of Honoré St-Jean dit Langlois, of the city of Québec, butcher, duly authorized by one of the Honorable judges of this court, to appear in judicial proceedings for the purposes hereof ;

vs

The said Honoré St-Jean dit Langlois.  
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 5th of September, instant.

J. A. ROCHETTE,

Attorney for plaintiff.

Quebec, 6th September, 1903. 3190

## Bankrupt Notices

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 2619.

Elzéar Tessier, Petitioner for assignment ;

and

Dame Marie Edda Lavoie, Insolvent.

I, the undersigned, Joseph Lauzier, of Québec, give notice that, on the sixteenth day of October, Dame Marie Edda Lavoie, carrying on business as public trader, under the name, style and firm of "Jean Louis Thibaudeau & Cie," has made a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Québec.

JOSEPH LAUZIER,

Provisional guardian

Québec, 16th October, 1903. 3276

In re Eleusippe Béland, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that I have, this day, been appointed curator to the estate of the said insolvent.

D. ARCAND,

Curator.

Québec, 16th October, 1903. 3274

Province de Québec, }  
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure*  
No 114.

Dans l'affaire de Charles Lawton Work, industriel,  
du canton Howard, district de Terrebonne,  
Débiteur insolvable absent ;  
et

Albert Douglas Spear, commerçant, du même lieu,  
Créancier requérant cession.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur  
étant absent et ne pouvant être trouvé, un abandon  
judiciaire de ses biens a, ce jour, été ordonné et  
fait pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du  
protonotaire de la cour supérieure, pour le district  
de Terrebonne, à Sainte-Scholastique.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Gardiens provisoires.

41, Bâtisses des Tramways.  
Montréal, 14 octobre 1903. 3299

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure*

In re Louis Philippe Beauchemin, commerçant, de  
la ville de Nicolet, district susdit, actuellement à  
Drummondville, district d'Arthabaska,

Failli :

et  
Octave Beauchemin, boulanger, de Nicolet susdit,  
Gardien provisoire.

Avis est donné que le seizième jour d'octobre  
1903, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la  
cour supérieure du district des Trois-Rivières.

OCTAVE BEAUCHEMIN,  
Gardien provisoire.

Trois-Rivières, 17 octobre 1903. 3293

*District de Beauce—Cour Supérieure.*

In re Edouard Dallaire, de Saint-Ludger, comté de  
Beauce, marchand, Failli.

Le dit failli a, le 20e jour d'octobre 1903, fait une  
cession de ses biens, conformément à la loi.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
3311 Gardiens provisoires.

Province de Québec, }  
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
No 87.

Dans l'affaire de The Thos. Forrester Co., de  
Montréal, Q., Faillie.

Avis est par le présent donné que le dit Alexander  
Ramsay Forrester, a fait, ce jour, un abandon judi-  
ciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers  
au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,  
Député gardien provisoire.

Wilks & Michaud,  
205, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 16 octobre 1903. 3309

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No. 2497.

Dans l'affaire de Michel Armaly, de Québec, mar-  
chand, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, le 19e jour  
d'octobre courant, l'état approximatif du bilan du  
dit insolvable a été déposé au bureau du protono-  
taire de la cour supérieure, à Québec, pour le béné-  
fice de ses créanciers. Ce bilan probable a été  
déposé par le soussigné gardien provisoire dûment  
nommé.

PIERRE DROUIN,  
Gardien provisoire.

Bureau : 181, rue Saint-Joseph,  
Saint-Roch, Québec.  
Québec, 19 octobre 1903. 3287

Province of Quebec, }  
District of Terrebonne. } *Superior Court.*  
No 114.

In the matter Charles Lawton Work, trader, town-  
ship Howard, district of Terrebonne,  
Insolvent debtor absent ;  
and

Albert Douglas Spear, merchant, of the same place,  
Petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the said insolvent  
debtor being absent and unable to be found, a judi-  
cial abandonment of his property has, this day,  
been ordered and made for the benefit of his credi-  
tors, at the office of the prothonotary of the superior  
court for the district of Terrebonne, at Sainte-Scho-  
lastique.

ARTHUR GAGNON,  
L. A. CARON,  
Provisional guardians.

41, Street Railway Building.  
Montreal, 14th October, 1903. 3300

Province of Quebec, }  
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In re Louis Philippe Beauchemin, trader, of the  
town of Nicolet, district aforesaid, actually at  
Drummondville, district of Arthabaska,

Insolvent ;

and  
Octave Beauchemin, baker, of Nicolet aforesaid,  
Provisional guardian.

Notice is given that on the sixteenth day of  
October, 1903, said insolvent made a judicial aban-  
donment of his property at the prothonotary's office  
of the superior court for the district of Three Rivers.

OCTAVE BEAUCHEMIN,  
Provisional guardian.

Three Rivers, 17th October, 1903. 3294

*District of Beauce—Superior Court.*

In re Edouard Dallaire, of Saint Ludger, county of  
Beauce, merchant, Insolvent.

The said insolvent debtor has, on the 20th of  
October, 1903, made a judicial abandonment of his  
property, according to law.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
3312 Provisional guardians.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } *Superior Court.*  
No. 87.

In the matter of The Thos. Forrester Co., of  
Montreal, Q., Insolvent.

Notice is hereby given that the said Alexander  
Ramsay Forrester, has, this day, made in the  
prothonotary's office in Montreal, a judicial abandon-  
ment of his property for the benefit of his credi-  
tors.

ARTHUR W. WILKS,  
Deputy provisional guardian.

Wilks & Michaud,  
205, Saint James street.  
Montreal, 16th October, 1903. 3310

Province of Quebec, }  
District of Québec. } *Superior Court.*  
No. 2497.

In the matter of Michel Armaly, of Québec, mer-  
chant, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 19th of Octo-  
ber instant, an approximative statement of said insol-  
vent's affairs has been deposited at the prothono-  
tary office of the superior court of Québec, for the  
benefit of his creditors. This approximative state-  
ment was deposited by the undersigned duly  
appointed provisional guardian.

PIERRE DROUIN,  
Provisional guardian.

Office : 181, Saint Joseph street,  
Saint Roch, Québec.  
Québec, 19th October, 1903. 3288

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* Arthur Chouinard, Montréal, Insolvable.  
 Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à nos bureaux, No 180, rue Saint-Jacques, le ou après le 10 novembre 1903.  
 Toute contestation à ce dividende doit nous être déposée à nos bureaux avant la date sus-mentionnée.  
 P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Curateurs conjoints.  
 Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 180, rue Saint-Jacques.  
 Montréal. 3291

*District de Gaspé—Cour Supérieure.*

*In re* William McCollm, de New Richmond Centre, comté de Bonaventure, marchand, Failli.  
 Un premier et dernier dividende a été déclaré dans cette affaire, payable le ou après le 11 novembre 1903.  
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Curateurs conjoints.  
 Québec, 21 octobre 1903. 3313

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de A. Vaillancourt, marchand, Sainte-Julienne, P. Q. Failli.  
 Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende amendé, a été préparé dans cette affaire, et sera payable à nos bureaux le 12 novembre 1903.  
 Toute contestation du dit bordereau devra être produite avant cette date.  
 ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Curateurs conjoints.  
 41, Edifice des Tramways.  
 Montréal, 24 octobre 1903. 3301

Province de Québec, }  
 District de Beauce. } *Cour Supérieure*  
 No 2740.  
 Dans l'affaire de Thomas Roberge, ci-devant de Saint-François de Beauce, commerçant, et ayant laissé la province, Débiteur insolvable ;  
 et  
 Adolphe Gendreau, de Saint-François de Beauce, propriétaire de moulin, Requérent.  
 Avis est par le présent donné que sur demande du requérant, j'ai, ce jour, été nommé par le protonotaire de cette cour, gardien provisoire des biens du dit débiteur, qui a cessé ses paiements et qui a laissé la province, et que j'ai, ce jour même, pris possession des biens saisissables du dit débiteur.  
 H. A. LARUE,  
 Gardien provisoire.  
 Saint-Joseph, Beauce, 19 octobre 1903. 3295

Licitation

Province de Québec, }  
 District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*  
 No 142.  
 James Reed, Demandeur ;  
 vs  
 Frank Ross, Défendeur.  
 LICITATION.

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de cette cour, siégeant dans la ville d'Arthabaska, le vingt-deuxième jour de septembre courant, ordonnant la licitation des immeubles suivants, savoir :

1° La moitié sud-est du lot No 6, dans le qua-

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* Arthur Chouinard, Montreal, Insolvent.  
 A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office 180, Saint James street, on or after the 10th November, 1903.  
 Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.  
 P. J. CHARTRAND,  
 P. L. TURGEON,  
 Joint curators.  
 Office of Chartrand & Turgeon,  
 180, Saint James street.  
 Montreal. 3292

*District of Gaspé—Superior Court.*

*In re* William McCollm, of New Richmond Centre, county of Bonaventure, merchant, Insolvent.  
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, payable on or after the 11th of November, 1903.  
 LEFAIVRE & TASCHEREAU,  
 Joint curators.  
 Québec, 21st October, 1903. 3314

Province of Quebec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 In the matter of A. Vaillancourt, merchant, Sainte-Julienne, P. Q., Insolvent.  
 Notice is hereby given that a first and final amended dividend sheet has been prepared in this matter, and will be payable at our offices, on the 12th of November, 1903.  
 Any opposition to the said dividend must be filed before this date.  
 ARTHUR GAGNON,  
 L. A. CARON,  
 Joint curators.  
 41, Montreal Street Railway Building.  
 Montreal, 24th October, 1903. 3302

Province of Quebec, }  
 District of Beauce. } *Superior Court.*  
 No. 2740.  
 In the matter of Thomas Roberge, formerly of Saint Francois de Beauce, trader, and having left the province, Debtor insolvent ;  
 and  
 Adolphe Gendreau, of Saint François de la Beauce, mill owner, Petitioner.  
 Notice is hereby given that on motion of the petitioner, I have, this day, been appointed by the prothonotary of this court, provisional guardian of the estate of the debtor, who has ceased his payments, and left the province, and I have, this very day, taken possession of the seizable goods of the said debtor.  
 H. A. LARUE,  
 Provincial guardian.  
 Saint Joseph, Beauce, 19th October, 1903. 3296

Licitation

Province of Quebec, }  
 District of Arthabaska. } *Superior Court.*  
 No. 142.  
 James Reed, Plaintiff ;  
 vs  
 Frank Ross, Defendant.  
 LICITATION.

Public notice is hereby given that, under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting in the town of Arthabaska, the twenty second day of September instant, ordering the licitation of certain inamoveable property described as follows, to wit :

1. The south east half of the lot No. 6, in the

trième rang du township de Leeds, contenant cent acres de terre, plus ou moins—circonstances et dépendances, maintenant connue sous le No 6c, du 4e rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le township de Leeds.

2° La moitié nord-ouest du lot No 7, dans le dit quatrième rang du dit township de Leeds, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, maintenant connue sous le No 7a, du 4e rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township.

3° La moitié sud-est du lot No. 6, dans le cinquième rang du dit township de Leeds, contenant cent acres de terre, plus ou moins—avec une grange dessus construite, circonstances et dépendances, maintenant connue sous le No 6b, du 5e rang, aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit township.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés, en bloc, au plus offrant et dernier enchérisseur, MERCREDI, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain (1903), à DIX heures du matin, devant la cour supérieure, cour tenante, dans la salle d'audience au palais de justice, dans la dite ville d'Arthabaska; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de cette cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer la dite opposition dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

P. H. COTE,  
Procureur du demandeur.  
Arthabaska, 25 septembre 1903. 3071-2  
[Première publication, 3 octobre 1903.]

### Ventes par le Sherif—Arthabaska

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Montréal.

Arthabaska, à savoir: } LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, Demanderesse; contre JOSEPH ENA GIROUARD, Défendeur.

Un certain emplacement situé au nord-est de la rue Hériot, dans la ville de Drummondville, désigné sous le numéro dix-sept (17), des plan et livre de renvoi officiels du quartier ouest de la dite ville de Drummondville—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Frédéric de Drummondville, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, 1903, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Arthabaska, 21 octobre 1903. 3283  
[Première publication, 24 octobre 1903.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } DAME D. DAUPLAISE, épouse séparée de biens de Walter Parenteau, dûment autorisée, Demanderesse; contre STANISLAS GAILLOUX, Défendeur.

Un terrain ou emplacement formant partie du lot numéro un F (1f), du quatrième rang du canton de

fourth range of the township of Leeds, containing one hundred acres of land, more or less—circumstances and dependencies, now known as No. 6c in range 4, of the official cadastre of the township of Leeds.

2. The north west half of the lot No. 7, in the said fourth range of the said township of Leeds, containing one hundred acres of land, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, now known as No. 7a, in range 4, of the official cadastre of the said township.

3° The south east half of the lot No. 6, in the fifth range of the said township of Leeds, containing one hundred acres of land, more or less—with a barn thereon erected, circumstances and dependencies, now known as No. 6b, in 5th range, of the official cadastre of the said township.

The above described property will be put up to auction as a whole, *en bloc*, and adjudged to the last and highest bidder, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next (1903), at TEN of the clock in the forenoon, before the superior court, in the court house, in the said town of Arthabaska; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and any opposition to annul, to secure charges or withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least 12 days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any oppositions for payment must be filed within 6 days after the adjudication; and failing in parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

P. H. COTÉ,  
Attorney for the plaintiff.  
Arthabaska, 25th September, 1903. 3072  
[First published, 3rd October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Arthabaska

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Arthabaska, to wit: } THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, a body corporate and politic, Plaintiffs; against JOSEPH ENA GIROUARD, Defendant.

A certain emplacement lying to the north east of Heriot street, in the town of Drummondville, described under number seventeen (17), of official plan and book of reference for the west ward of said town of Drummondville—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Frederick of Drummondville, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, 1903, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,  
Sheriff's Office, Shérif.  
Arthabaska, 21st October, 1903. 3284  
[First published, 24th October, 1903.]

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } MRS. D. DAUPLAISE, wife separated as to property of Walter Parenteau, duly authorized, Plaintiff; against STANISLAS GAILLOUX, Defendant.

A piece of land or emplacement forming part of lot number one F (1f), in the fourth range of the

Simpson, aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Simpson, contenant un arpent de profondeur sur la largeur qu'il peut y avoir à partir de la ligne sud-est du lot officiel numéro un E, du rang susdit, jusqu'à un certain fossé servant d'égoût aux terrains voisins; tenant en front au chemin de front des quatrième et cinquième rangs de Simpson, en profondeur à Léger Montour, d'un côté au sud-est au dit fossé, et de l'autre côté au nord-ouest au dit lot numéro un E, du rang susdit, sujet le dit terrain au paiement d'une rente annuelle foncière de six piastres, le premier novembre de chaque année, à Léger Montour ou ses représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le VINGT-CINQUIÈME jour de NOVEMBRE prochain, 1903, à DEUX heures de l'après midi.

P. L. TOUSIGNANT,  
Bureau du shérif, Shérif.  
Arthabaska, 21 octobre 1903. 3317  
[Première publication, 24 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Bedford.*

Province de Québec, } **B**ENJAMIN A. H A S-  
District de Bedford. } KELL, du village de  
No 7193. } Cowansville, dans le district  
de Bedford, agent d'assurance, Demandeur; contre  
les meubles et immeubles de DAME MARIETTA  
CRAIG, du village de Granby, dans le dit district  
de Bedford, veuve de feu Rosevell Wright Cutler,  
décédé, en son vivant du dit village de Granby,  
gardien, Défenderesse.

Ce morceau de terre maintenant connu comme lot cent deux (102), des plan et livre de renvoi officiels du village de Granby, dans le dit district; borné au nord par le lot numéro 101, au sud par le lot numéro 103, à l'est par le lot numéro 100, et à l'ouest par la rue Irwin, mesurant soixante et dix pieds de front sur quatre-vingt-cinq pieds de profondeur—avec toutes les améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Granby, dans le village de Granby et district de Bedford, le VINGT-HUITIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. S. COTTON,  
Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 20 octobre 1903. 3307  
[Première publication, 24 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Terrebonne.*

Canada, } **M**ATHEW MOODY ET  
Province de Québec, } HENRY MOODY,  
District d'Iberville. } tous deux de la ville et du  
No 211. } district de Terrebonne, ma-  
nufacturiers de machines aratoires, et faisant affaires  
comme tels ensemble et en société dans la cité et

township of Simpson, on the official plan and book of reference for said township of Simpson, containing one arpent in depth on the width there is from the south east line of official lot number one E, in said range, up to a certain water course used as common sewer to adjoining properties; bounded fronderly by the front road of the fourth and fifth ranges of Simpson, in depth to Léger Montour, on one side south easterly to said water course, and on the other side north westerly to said lot number E, of said range, subject said piece of land to the payment of an annual rent of six dollars, on the first of November each year, to Léger Montour or representative.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, 1903, at TWO o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT  
Sheriff Office, Sheriff.  
Arthabaska, 21st October, 1903. 3318  
[First published, 24th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Bedford.*

Province of Quebec, } **B**ENJAMIN A. H A S-  
District of Bedford. } KELL, of the village  
No. 7193. } of Cowansville, in the dis-  
trict of Bedford, insurance agent, Plaintiff; against  
the goods and lands of DAME MARIETTA CRAIG,  
of the village of Granby, in said district of Bedford,  
widow of the late Rosevell Wright Cutler, deceased,  
in his lifetime of the said village of Granby, watch-  
man, Defendant.

That certain piece of land now known as lot one hundred and two (102), of the official plan and book of reference of the village of Granby, in said district; bounded north by lot number 101, south by lot number 103, east by lot number 100, and west by Irwin street, measuring seventy feet in front by eighty five feet deep—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Notre Dame de Granby, in the village of Granby and district of Bedford, on the TWENTY EIGHTH day of NOVEMBER next, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHS. S. COTTON,  
Sheriff Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 20th October, 1903. 3308  
[First published, 24th October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Iberville

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE TERRIS**

*Superior Court.—District of Terrebonne.*

Canada, } **M**ATHEW MOODY AND  
Province of Quebec, } HENRY MOODY,  
District of Iberville. } both of the town and dis-  
No. 211. } trict of Terrebonne, manu-  
facturers of agricultural implements, and doing  
business as such together and in partnership in the

district de Montréal, sous le nom de Mathew Moody & Sons, Demandeurs ; contre EDMOND NOLETTE, de Napierville, dans le district d'Iberville, Défendeur, savoir :

Une terre sise et située sur le rang appelé côté nord du haut de la Petite Rivière Montréal, en la paroisse de Saint-Cyprien, dans le district d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Cyprien, sous le numéro cinq cent quarante quatre (No 544) —sans bâtisse.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Cyprien, le TROISIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS. MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Saint-Jean, 1er octobre 1903. 3101-2  
[Première publication, 3 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour de Circuit du comté de L'Assomption.*

Joliette, à savoir : } EDUARD LEBLANC,  
No 840. } Demandeur ; contre MI-  
SAEL AUTHIER, Défendeur.

Un lot de terre situé en la ville de L'Assomption, appartenant au défendeur Misaël Authier, connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-six (286), des plan et livre de renvoi officiels de la ville de L'Assomption—avec maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de L'Assomption, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif,  
Joliette, 28 septembre 1903. 3093.2  
[Première publication, 3 octobre 1903.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } THE C. ROSS COMPANY  
No 1054. } OF OTTAWA, LIMITED,

corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, Demanderesse ; contre les terres et tenements de DAME ROSINE MALO, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, épouse séparée de biens de Louis Adolphe Bissonnette, du même lieu, employé civil de Sa Majesté au Canada, et par son mari dûment autorisée à l'effet des présentes, et le dit Louis Adolphe Bissonnette dans le but d'autoriser sa dite épouse, Défenderesse.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Rosine Malo, l'immeuble suivant, à savoir :

Un lot de terre situé dans la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la dite cité de Montréal, comme partie du lot officiel numéro

city and district of Montreal, under the name of Mathew Moody & Sons, Plaintiffs ; against EDMOND NOLETTE, of Napierville, in the district of Iberville, Defendant, to wit :

A farm lying and situate in the range called north side of the upper Little River Montreal, in the parish of Saint Cyprien, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Cyprien, under the number five hundred and forty four (No. 544)—without building.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cyprien aforesaid, on the THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff,  
Saint Johns, 1st October, 1903. 3102  
[First published, 3rd October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Circuit Court of the county of L'Assomption.*

Joliette, to wit : } EDUARD LEBLANC, Plain-  
No. 840. } tiff ; against MISAEL AU-  
THIER, Defendant.

A lot of land situate in the town of L'Assomption, belonging to the defendant Misaël Authier, known and described as number two hundred and eighty six (286), of the official plan and book of reference of the town of L'Assomption—with house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the town of L'Assomption, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's Office, Sheriff,  
Joliette, 28th September, 1903. 3094  
[First published, 3rd October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } THE C. ROSS COMPANY  
No. 1054. } OF OTTAWA, LIMITED, a

body politic and corporates having its head office and principal place of business in the city of Ottawa, in the province of Ontario, Plaintiff ; against the lands and tenements of DAME ROSINE MALO, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, wife separated as to property of Louis Adolphe Bissonnette, of the same place, employee in Her Majesty's civil service of Canada, and by her husband hereto duly authorized, and the said Louis Adolphe Bissonnette for the purpose of authorizing his said wife, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Dame Rosine Malo, the following immovable, to wit :

A lot of land situate in the city of Montreal, known and designated on the official plan and in the book of reference of the Saint Lawrence ward, in the said city of Montreal, as part of official lot

soixante et quinze (partie de No 75), du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal; borné en front par la rue Sainte-Famille, et portant les numéros civiques quarante-quatre et quarante six (44 et 46 de la rue Sainte-Famille), en arrière par une autre partie du dit lot numéro soixante et quinze, du côté nord-ouest par le lot officiel soixante et quinze A3, et de l'autre côté par le lot officiel numéro soixante et quatorze, contenant environ cinquante pieds de largeur en front sur quatre-vingt-treize pieds de profondeur, sans garantie de mesure précise—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SIXIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député Shérif.  
Montréal, 20 octobre 1903. 3289  
[Première publication, 24 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir: } ALEXANDER MASON,  
No 2194. } des cité et district de  
Montréal, agent à commission, Demandeur; contre  
les terres et tenements de SAMUEL HUSSELBEE,  
de la ville de Saint-Louis, dans le district de  
Montréal, Défendeur.

Un terrain situé dans la ville de Saint-Louis, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec bâtisses y érigées, étant la partie sud-est du lot numéro trois (3), de la subdivision numéro onze (11), du lot numéro douze (12), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis; le dit terrain ainsi saisi borné en front par l'avenue du Parc, en arrière, au sud-ouest, par le lot numéro dix-sept (17), de la subdivision numéro onze (11), du dit lot numéro douze (12), d'un côté, au sud-est, par le lot numéro deux (2), de la subdivision numéro onze (11), du dit lot numéro douze (12), et de l'autre côté, au nord-ouest, par l'autre partie du dit lot numéro trois (3), de la subdivision numéro onze (11), du dit lot numéro douze (12), contenant vingt-cinq pieds (25) de front par cent dix pieds 6 pouces (110'-6") de profondeur, mesure anglaise, formant une superficie de 2,762 pieds et demi.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du Shérif, Député-Shérif.  
Montréal, 30 septembre 1903. 3095.2  
[Première publication, 3 octobre 1903.]

**Ventes par le Shérif—Québec**

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir: } JOSEPH GRENIER; contre  
No 1673. } GAUDIOSE GRENIER, à  
savoir:

1° Tous les droits de réméré que le défendeur a et peut avoir sur le lot No 47 (quarante-sept), des subdivisions de la partie ouest du lot No 639 (six cent trente-neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, étant un emplacement situé au lieu appelé La Côte-des-Pères—avec les bâtisses dessus construites, circonstances dépendances.

2° Tous les droits de réméré que le défendeur a sur un immeuble, connu sous le No 68 (soixante-huit), de la subdivision du lot No 3 (trois), du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame-des-Anges, de Québec, étant un lot de terre situé

number seventy-five (part of No. 75), of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal; bounded in front by Sainte Famille street, and bearing civic numbers forty four and forty six (44 and 46 of Sainte Famille street), in rear by another portion of said lot number seventy-five, on the north-west side by official lot number seventy-five A3, and on the other side by official lot number seventy four, containing about fifty feet in width in front by ninety three feet in depth, without any guarantee as to precise measurements—with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SIXTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.  
Montreal, 20th October, 1903. 3290  
[First published, 24th October, 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit: } ALEXANDER MASON,  
No. 2194. } of the city and district  
of Montreal, commission agent, Plaintiff; against  
the lands and tenements of SAMUEL HUSSEL-  
BEE, of the town of Saint Louis, in the district of  
Montreal, Defendant.

A lot situate in the town of Saint Louis, county of Hochelaga, district of Montreal—with buildings thereon erected, being the south east part of lot number three (3), of the subdivision number eleven (11), of lot number twelve (12), of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis; the said land so seized being bounded in front by Park avenue, in rear, to the south west, by lot number seventeen (17), of the subdivision number eleven (11), of the said lot number twelve (12), on one side, to the south east, by lot number two (2), of the subdivision number eleven (11), of the said lot number twelve (12), and on the other side, to the north west, by the other part of the said lot number three (3), of the subdivision number eleven (11), of the said lot number twelve (12), containing twenty five (25) feet in front by one hundred and ten feet 6 inches (110'-6") in depth, english measure, forming an area of 2,762 feet and a half.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff  
Montreal, 30th September, 1903. 2096  
[First published, 3rd October, 1903.]

**Sheriff's Sales—Quebec**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS.**

Quebec, to wit: } JOSEPH GRENIER; against  
No. 1673. } GAUDIOSE GRENIER, to  
wit:

1. All the rights of redemption which the defendant has or may have on lot No. 47 (forty seven), of the subdivisions of the west part of lot No. 639 (six hundred and thirty nine), of the official cadastre for the parish of Beauport, at the place called "La Côte des Pères"—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. All the rights of redemption which the said defendant has on an immovable known and described as No. 68 (sixty eight), of the subdivision of lot No. 3 (three), of the official cadastre for the parish of Notre Dame des Anges, of Quebec, being a lot of

sur la rue Saint-Ambroise—avec les bâtieses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Beauport, comté de Québec, le TREIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin, et le lot en deuxième lieu décrit, pour être vendu le MEME jour, à mon bureau, en la cité de Québec, à UNE heure de l'après-midi.

CHS LANGELIER,

Bureau du shérif, Québec, 8 octobre 1903. [Première publication, 10 octobre 1903.]

land situate on Saint Ambroise street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, the lot firstly described, at the church door of the parish of Beauport, county of Quebec, on the THIRTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly described, to be sold on the SAME day, at my office, in the city of Quebec, at ONE o'clock in the afternoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 8th October, 1903. [First published, 10th October, 1903.]

**FIERI FACIAS.**

Québec, à savoir : } SIDORE BELLEAU ET AUTRES ; contre AURELIE BOUTIN, à savoir :

Le lot No 8 (huit), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, comté de Lotbinière, étant une terre située concession Saint-Aimé—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Narcisse-de-Beaurivage, le VINGT-CINQUIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHS. LANGELIER,

Bureau du Shérif, Québec, 23 octobre 1903. [Première publication, 24 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS**

Québec, to wit : } SIDORE BELLEAU ET AL ; No. 1745 } I against AURELIE BOUTIN, to wit :

Lot No. 8 (eight), of the official cadastre of the parish of Saint Narcisse de Beaurivage, county of Lotbinière, being a lot of land situate in the Saint Aimé concession—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Narcisse de Beaurivage, on the TWENTY FIFTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. LANGELIER,

Sheriff's Office, Québec, 23rd October, 1903. [First published, 24th October, 1903.]

**Ventes par le Shérif—Richelieu**

**A**VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et eux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS.**

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } PIERRE LETENDRE, Demandeur ; contre EVARISTE ROBERGE, Défendeur.

Un morceau de terre situé en le village de Saint-Michel d'Yamaska, du côté est de la rivière Yamaska, contenant quatre-vingt-dix pieds de largeur sur quatre-vingt-dix-pieds de profondeur, plus ou moins, tenant devant au chemin de front, en profondeur à Arthur Cartier, d'un côté à Domino Mondoux, et de l'autre côté à Vital Desrosiers—avec les bâtieses dessus érigées; lequel dit morceau de terre est décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit village comme étant le numéro cent dix-sept et une partie du numéro cent seize.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, le VINGT-CINQUIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à UNE heure de l'après-midi.

P. GUEVREMONT,

Bureau du Shérif, Sorel, 21 octobre 1903. [Première publication, 24 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS.**

Cour de Circuit.—District de Richelieu.

Sorel, à savoir : } DOLPHE DUROCHER, No 155. } A écuyer, notaire, du village de Massueville, dans le district de Richelieu, Demandeur ; contre LOUIS MACLURE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Robert, dans le district de Richelieu, en sa qualité de curateur à Joseph Desrosiers, père, interdit, rentier, du village de Massueville, dit district de Richelieu, Défendeur.

1° Un morceau de terre situé dans le village de Massueville, sur la rue Montcalm, étant le lot numéro trois cent soixante et quatorze (No 374), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé, de

**Sheriff's Sales—Richelieu**

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS**

Superior Court—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } PIERRE LETENDRE, Plaintiff ; against EVARISTE ROBERGE, Defendant.

A piece of land situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, on the east side of the Yamaska river, containing ninety feet in width by ninety feet in depth, more or less : bounded in front by the front road, in depth by Arthur Cartier, on one side by Domino Mondoux, and on the other side by Vital Desrosiers—with the buildings thereon erected ; which said piece of land is described on the official plan and book of reference for the said village as being number one hundred and seventeen and a part of number one hundred and sixteen.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel d'Yamaska, on the TWENTY FIFTH day of the month of NOVEMBER next, at ONE o'clock in the afternoon.

P. GUEVREMONT,

Sheriff's Office, Sorel, 21st October, 1903. [First published, 24th October, 1903.]

**FIERI FACIAS.**

Circuit Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit : } DOLPHE DUROCHER, No. 155. } A esquire, notary, of the village of Massueville, in the district of Richelieu, Plaintiff ; against LOUIS MACLURE, farmer, of the parish of Saint Robert, in the district of Richelieu, in his quality of curator to Joseph Desrosiers, senior, interdicted, rentier, of the village of Massueville, said district of Richelieu, Defendant.

1. A piece of land situate in the village of Massueville, on Montcalm street, being lot number three hundred and seventy four (374), of the official cadastre of the parish of Saint Aimé, of fifty feet

cinquante pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins—sans bâtisse.

2° Un morceau de terre situé dans le village Mas-sueville, sur la rue Napoléon, étant les lots numéros trois cent soixante et dix-sept (No 377) et trois cent soixante et dix-huit (No 378), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aimé, de cent pieds de front sur cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Aimé, le QUATRIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. GUEVREMONT, Shérif,  
Bureau du shérif, Sorel, 1er octobre 1903. 3099.2  
[Première publication, 3 octobre 1903].

### Ventes par le Shérif—Saguenay

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour Supérieure—District de Saguenay.*

Malbaie, à savoir : } GILLES BOUCHARD, cul-  
No 1467. } tivateur, des Eboule-  
ments, et PIERRE D'AUTEUIL, de la Malbaie, avocat, procureur distrayant du Demandeur ; contre ALFRED BOUCHARD, du même lieu, cultivateur, savoir :

1° Une terre composée des lots numéros cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597) et cinq cent quatre-vingt-dix-huit (598), du cadastre officiel de la paroisse des Eboulements, située dans le rang Saint-François—avec bâtisses. Sauf et à distraire un emplacement faisant partie du dit lot numéro cinq cent quatre-vingt-dix-sept (597), contenant un arpent en superficie, plus ou moins, situé environ à trois arpents au sud du chemin nord-est du rang Saint-François; bornée au nord-ouest à Joseph Bouchard, et sur les autres côtés par le reste du dit lot possédé par Joseph Bouchard.

2° Une terre composée du lot numéro six cent cinquante-huit (658), des susdits cadastre et rang—sans bâtisses.

3° Une terre composée du lot numéro six cent trente sept (637), du susdit cadastre, rang Saint-Pierre—avec bâtisses. Sauf et à distraire : premièrement, un terrain contenant environ deux arpents de front sur deux arpents et cinq perches de profondeur ; bornée au nord par le rang Saint-François, à l'ouest par la route du rang Saint-François nord-est, au sud et à l'est par le reste du dit lot et possédé partie par Ovide Coulombe et partie par Théodule et Napoléon Tremblay ; deuxièmement, le droit de construire et maintenir moulins ou manufactures sur le cours d'eau le traversant.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse des Eboulements, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

P. H. CIMON, Shérif,  
Bureau du shérif, Malbaie, 29 septembre 1903. 3089.2  
[Première publication, 3 octobre 1903].

### Ventes par le Shérif—St-François

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

in front by one hundred feet in depth, the whole more or less—without building.

2. A piece of land situate in the village of Mas-sueville, on Napoléon street, being lots numbers three hundred and seventy seven (No. 377) and three hundred and seventy eight (No. 378), of the official cadastre of the parish of Saint Aimé, of one hundred feet in front by one hundred feet in depth, the whole more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Aimé, on the FOURTH day of the month of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

P. GUEVREMONT, Sheriff,  
Sheriff's office, Sorel, 1st October, 1903. 3100  
[First published, 3rd October, 1903.]

### Sheriff's Sales—Saguenay

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Saguenay.*

Malbaie, to wit : } GILLES BOUCHARD, far-  
No. 1467. } mer, of Les Eboulements, and PIERRE D'AUTEUIL, of Malbaie, attorney for plaintiff distracting for costs ; against ALFRED BOUCHARD, of the same place, farmer, to wit :

1. A land made up of lots numbers five hundred and ninety seven (597) and five hundred and ninety eight (598), of the official cadastre of the parish of Les Eboulements, situate in the range Saint François — with buildings. Reserving and excepting a lot forming part of the said lot number five hundred and ninety seven (597), containing one arpent in area, more or less, situate about three arpents south of the north east road of the range Saint François ; bounded on the north west by Joseph Bouchard, and on the other sides by the residue of the said lot held by Joseph Bouchard.

2. A land made up of lot number six hundred and fifty eight (658), of the said cadastre and range—without buildings.

3. A land made up of lot number six hundred and thirty seven (637), of the said cadastre, Saint Pierre range—with buildings. Reserving and excepting firstly, a lot containing about two arpents in front by two arpents and five perches in depth ; bounded on the north by the Saint François range, on the west by the road of the range Saint François north east, on the south and east by the remainder of the said lot, held partly by Ovide Coulombe and partly by Théodule and Napoléon Tremblay ; secondly, the right to build and maintain mills or factories in the water courses crossing it.

To be sold at my office, at the church door of the parish of Les Eboulements, on the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

P. H. CIMON, Sheriff,  
Shariff's Office, Malbaie, 29 September, 1903. 3090  
[First published, 3rd October, 1903.]

### Sheriff's Sales—St. Francis

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Cour de Circuit pour le district d'Arthabaska.*  
 Saint-François, à savoir : } **CYRILLE LAMY,**  
 No 362 } Demandeur ; vs  
**GEORGE COMTOIS,** Défendeur, et **NAPOLEON**  
**COMTOIS,** tiers-saisi.

Saisis comme appartenant au dit tiers-saisi Napoléon Comtois :

1° Un morceau de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton, comme lot numéro huit B (No 8 B), dans le dixième rang—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

2° Un morceau de terre situé dans le dit canton de Wolfestown, connu et désigné sur le plan du cadastre et au livre de renvoi du dit canton, comme la partie sud-est du lot numéro huit D (pt. S. E. No 8 D), dans le onzième rang ; borné en front par le chemin public, en arrière par la terre de Onésime Rhault, d'un côté par la terre de Joseph Nolette, et de l'autre côté par la terre de Ovide Lajeunesse—avec les appartenances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Santa-Angeles de Ham, le TROISIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

**HENRY AYLNER,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Sherbrooke, 30 septembre 1903. 3097.2  
 [Première publication, 3 octobre 1903.]

**Ventes par le Shérif—Trois-Rivières**

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS**

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*  
 Trois-Rivières, à savoir : } **THOMAS ROBERT-**  
 No 1045. } **SON & CIE,** (LIMITÉ),  
 corps politique et incorporé et ayant son bureau principal et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, Demandeurs ; contre **LUDGER LUPIEN,** Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de la paroisse de Saint-Léon, au nord-est du chemin du Grand Rang, contenant à sa partance du chemin de front quarante pieds de large sur cinquante-huit pieds de profondeur où il s'élargit à quarante-cinq pieds de large, à aller se terminer au terrain de Norbert P. Martin, formant en tout un arpent de profondeur, plus ou moins, mesure française et désigné par le numéro quatre-vingt-seize (96), sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Maskinongé, pour la paroisse de Saint-Léon—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Léon, le QUATRIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

**CHARLES DUMOULIN,**

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Trois-Rivières, 30 septembre 1903. 3091.2  
 [Première publication, 3 octobre 1903.]

**FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.**

*Circuit Court for the District of Arthabaska.*  
 Saint Francis, to wit : } **CYRILLE LAMY,**  
 No. 362. } Plaintiff ; vs **GEORGE**  
**COMTOIS,** Defendant, and **NAPOLEON COM-**  
**TOIS,** Garnishee.

Seized as belonging to the said garnishee, Napoleon Comtois.

1. A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as the lot number eight B (No. 8 B), in the tenth range—with the buildings and improvements thereon erected and made.

2. A piece of land situate in the said township of Wolfestown, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township, as the south east part of lot number eight D (S. E. pt No. 8 D), in the eleventh range ; bounded in front by the public road, in rear by land of Onésime Rhault, on one side by land of Joseph Nolette, and on the other side by land of Ovide Lajeunesse—with the appartenances thereunto belonging.

To be sold at the door of the parish church of the parish of Saints Anges de Ham, on the THIRD day of NOVEMBER next, at ELEVENTH of the clock in the forenoon.

**HENRY AYLNER,**

Sheriff's Office, Shérif.  
 Sherbrooke, 30th September, 1903. 3098  
 [First published, 3rd September, 1903.]

**Sheriff's Sales—Three Rivers**

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

**FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*  
 Three Rivers, to wit : } **THOMAS ROBERTSON**  
 No 1045. } **& CO.,** (LIMITED), a  
 body politic and corporate and having its head office and its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiffs ; against **LUDGER LUPIEN,** Defendant.

A lot situate in the village of the parish of Saint Léon, north east of the road of the Grand Range, containing at the start from the front road forty feet wide by fifty eight feet in depth where it widens to forty five feet in width, and ends at the lot of Norbert P. Martin, forming in all one arpent in depth, more or less, french measure, and described as number ninety six (96), on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Maskinongé, for the parish of Saint Léon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Léon, the FOURTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

**CHARLES DUMOULIN,**

Sheriff's Office, Shérif.  
 Three Rivers, 30th September, 1903. 3092  
 [First published, 3rd October, 1903.]

## Nomination

Québec, 21 octobre 1903.

Il a plu à Son Honneur l'Administrateur, le 21 octobre 1903, de nommer M. Elzéar Michaud, cultivateur, Napoléon Desrosiers, cultivateur, et Stanislas Miousse, cultivateur, estimateurs de la municipalité de Saint-Edmond du Lac-au-Saumon, en vertu des dispositions des articles 726, 727 et 728 du code municipal. 3321

## Appointment

Quebec, 21st October, 1903.

His Honor the Administrator has been pleased, on the 21st of October, 1903, to appoint Messrs. Elzéar Michaud, farmer, Napoléon Desrosiers, farmer, and Stanislas Miousse, farmer, valuers for the municipality of Saint Edmond du Lac-au-Saumon, in virtue of the provisions of articles 726, 727 and 728 of the municipal code. 3322

## Avis du Gouvernement

PROVINCE DE QUÉBEC.

Département des Terres, Mines et Pêcheries.

## AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les ventes, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Escoumains.

Rang S. O.

Partie N. O. du lot 3, à Jos. Bouliane.

Lot 4, à Jos. Bouliane.

Partie S. E. du lot 5, à Jos. Bouliane.

Canton Gaspé Bay N.

Lot 8 du rang B, à John Lambert.

Canton Nouvelle.

Lot 14 du 3e rang, à Emelie LeBlanc.

E. E. TACHE,

Sous-ministre.

Département des Terres,  
Mines et Pêcheries.  
Québec, 24 octobre 1903.

3325

## Government Notices

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Mines and Fisheries.

## PUBLIC NOTICE

Is hereby given that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice, in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Escoumains.

S. W. range.

N. W. part of lot 3, to Jos. Bouliane.

Lot 4, to Jos. Bouliane.

S. E. part of lot 5, to Jos. Bouliane.

Township Gaspé Bay N.

Lot 8 of range B, to John Lambert.

Township Nouvelle.

Lot 14 of 3rd range, to Emelie LeBlanc.

E. E. TACHE,

Deputy Minister.

Department of Lands,  
Mines and Fisheries.  
Quebec, 24th October, 1903.

3326

## Avis Divers

Province de Québec, }  
District des Trois-Rivières. } Cour Supérieure

Madame Céline Bellemare, épouse commune en biens de Elizée Boisvert, de la ville de Grand'Mère, a intenté devant cette cour, le 16 octobre courant, une action en séparation de corps et de biens contre son mari.

ARTHUR BELIVEAU,

Procureur de la demanderesse.

Grand'Mère, 16 octobre 1903.

3319

## Miscellaneous Notices

Province of Québec, }  
District of Three Rivers. } Superior Court

Madame Celina Bellemare, wife common as to property of Elizée Boisvert, of the town of Grand'Mère, has instituted before this court, on the 16th of October instant, an action for separation from bed and board against her husband.

ARTHUR BELIVEAU,

Attorney for plaintiff.

Grand'Mère, 16th October, 1903.

3320

## Avis de Faillites

District de Québec.

Alice Beaudette, de Québec, et y faisant affaire sous les nom et raison de J. A. Beaudette & Cie, a, le 16ième jour d'octobre 1903, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,

Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtisse de la Cie Richelieu.  
Québec, 22 octobre 1903.

3327

## Bankrupt Notices

District of Québec.

Alice Beaudette, of Québec, and doing business under the name and style of J. A. Beaudette & Cie, has, on the 16th of October, 1903, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec, according to law.

V. E. PARADIS,

Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 22nd October, 1903.

3328

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No 1310.

Dans l'affaire de William Duggan, cultivateur, de Saint Basile, comté de Portneuf, présentement détenu dans la prison commune du district de Québec, Débiteur insolvable.

Avis est par le présent donné que le dit débiteur a, le 6e jour d'avril 1903, fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

W. H. DAVIDSON,  
 Procureur du failli.

Québec, 21 octobre 1903. 3323

Province de Québec, }  
 District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 No 27.

Dans l'affaire de C. Lebel & Cie, (Marie-Louise Massé),  
 et  
 Insolvable ;

"The Lake Megantic Furniture Co.,"  
 Créancière Req. cession.

Avis est par le présent donné que la dite débitrice, Marie-Louise Massé a fait, le 20 octobre courant, cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

PIERRE DROUIN,  
 Gardien provisoire.

Bureau : 181, rue Saint-Joseph,  
 Saint-Roch, Québec.  
 Québec, 21 octobre 1903. 3329

Dans l'affaire de G. Elie Amyot, Québec,  
 Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 12 novembre 1903, après laquelle date ce dividende sera payable à mon bureau.

GEO. DARVEAU,  
 Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.  
 Québec, 26 octobre 1903. 3335

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 No. 1310.

In the matter of William Duggan, farmer, of the place called Saint Basile, in the county of Portneuf, at present detained in the common goal of the district of Quebec, Debtor insolvent.

Notice is hereby given that the said debtor has, on the 6th day of April, 1903, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the prothonotary of the superior court, at Quebec.

W. H. DAVIDSON,  
 Attorney for insolvent.

Quebec, 21st October, 1903. 3324

Province of Quebec, }  
 District of Quebec. } *Superior Court.*  
 No. 27.

In the matter of C. Lebel & Cie., (Marie-Louise Massé),  
 and  
 Insolvent ;

The Lake Megantic Furniture Co.,  
 Petitioners for assignment.

Notice is hereby given that the said debtor, Marie-Louise Massé has made, on the 20th of October, 1903, a judicial abandonment of her property for the benefit of her creditors, at the prothonotary's office of the superior court, at Quebec.

PIERRE DROUIN,  
 Provisional guardian.

Office : 181, Saint Joseph street,  
 Saint Roch, Québec.  
 Québec, 21st October, 1903. 3330

In the matter of G. Elie Amyot, Québec,  
 Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 12th of November, 1903, after which date this dividend will be payable at my office.

G. DARVEAU,  
 Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.  
 Québec, 24th October, 1903. 3336

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 43.*

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 43.*

- ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—**Dmes Beaudoin vs Aubert, 1615 ; Bernier vs Desjardins, 1614 ; Boulet vs Dorval, 1616 ; Bourget vs Lacombe, 1615 ; Cardinal vs St. Jean, 1616 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1614 ; Francis vs Ellis, 1615 ; Grison vs McMillan, 1614 ; Gross vs Breitman, 1615 ; Lacroix vs Dutrisac, 1615 ; Leclaire vs St. Maurice, 1614 ; Ornstein vs Wexler, 1614 ; Péloquin vs Joly, 1613 ; Renaud vs Martel, 1616 ; Visien vs Paquette, 1614.
- ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—**Dmes Bellemare vs Boisvert, 1626 ; Dagenais vs Gareau, 1615.
- ANNONCEURS :—Avis aux :—**Concernant avis, etc., 1607.
- ARRÊTÉ EN CONSEIL :—**Cour du magistrat, comté de Terrebonne, 1608.
- BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—**Assemblée législative, 1611 ; Conseil législatif, 1610.
- CERCLE AGRICOLE :—**Formation de :—Municipalité du canton de Wright, 1609.
- ERRATUM :—**Lire Hubert Perron au lieu de Norbert Perron, 1613.
- FAILLIS :—**Amyot, 1627 ; Armaly, 1617 ; Beauchemin, 1617 ; Béland, 1616 ; Chouinard, 1618 ; Dallaire, 1617 ; Delle Beaudette & Cie, 1626 ; Dme Lavoie, 1616 ; Duggan, 1627 ; Lebel & Cie, 1627 ; McColm, 1618 ; Roberge, 1618 ; The Thos. Forrester Co, 1617 ; Vaillancourt, 1618 ; Work, 1617.
- MUNICIPALITÉ, DEMANDE DE PUBLIER DANS UNE SEULE LANGUE :—**Canton Campbell, comté de Labelle, 1609 ; Saint-Edmond du Lac au Saumon, 1609 ; Village d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, 1608.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Demande d'annexer :—Village Deschênes au canton Hull, comté d'Ottawa, 1609.
- MUNICIPALITÉ SCOLAIRE :—**Demande d'ériger, etc :—Shannon, comté de Québec, 1609.
- NOMINATIONS :—**Estimateurs :—Saint-Edmond du Lac au Saumon, 1626.  
Juge de paix :—Bedford, 1607.
- NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—**De J. B. Hamel à J. O. East, 1610.
- PROCLAMATION :—**Convocation des chambres, 1607.
- TERRES DE LA COURONNE, CANCELLATION :—**Escoumains, 1626 ; Gaspé Bay N, 1626 ; Nouvelle, 1626.
- VENTE PAR LICITATION :—**Reed vs Ross, 1618.
- VENTES PAR LES SHERIFFS :**
- ARTHABASKA :—**Dme Dauplaise vs Gailloux, 1619 ; La Banque Provinciale du Canada vs Girouard, 1619.
- ACTIONS IN SÉPARATION AS TO PROPERTY :—**Dmes Beaudoin vs Aubert, 1615 ; Bernier vs Desjardins, 1614 ; Boulet vs Dorval, 1616 ; Bourget vs Lacombe, 1615 ; Cardinal vs St. Jean, 1616 ; Elie dit Breton vs Ste. Marie, 1614 ; Francis vs Ellis, 1615 ; Grison vs McMillan, 1614 ; Gross vs Breitman, 1615 ; Lacroix vs Dutrisac, 1615 ; Leclaire vs St. Maurice, 1614 ; Ornstein vs Wexler, 1614 ; Péloquin vs Joly, 1613 ; Renaud vs Martel, 1616 ; Visien vs Paquette, 1614.
- ACTIONS IN SÉPARATION AS TO BED AND BOARD :—**Dmes Bellemare vs Boisvert, 1626 ; Dagenais vs Gareau, 1615.
- ADVERTISERS :—**Notice to :—Respecting notices, &c., 1607.
- ORDER IN COUNCIL :—**Magistrate's court, county of Terrebonne, 1608.
- PRIVATE BILLS, P. Q. :—**Notices Respecting the :—Legislative Assembly, 1611 ; Legislative Council, 1610.
- FARMERS' CLUB :—**Formation of :—Municipality of the township of Wright, 1609.
- ERRATUM :—**Read Hubert Perron instead of Norbert Perron, 1613.
- INSOLVENTS :—**Amyot, 1627 ; Armaly, 1617 ; Beauchemin, 1617 ; Béland, 1616 ; Chouinard, 1618 ; Dallaire, 1617 ; Delle Beaudette & Cie, 1626 ; Dme Lavoie, 1616 ; Duggan, 1627 ; Lebel & Cie, 1627 ; McColm, 1618 ; Roberge, 1618 ; The Thos. Forrester Co, 1617 ; Vaillancourt, 1618 ; Work, 1617.
- MUNICIPALITY, APPLICATION FOR LEAVE TO PUBLISH IN ONE LANGUAGE ONLY :—**Township Campbell, county of Labelle, 1609 ; Saint Edmond du Lac au Saumon, 1609 ; Village d'Hébertville, county of Lake Saint John, 1608.
- SCHOOL MUNICIPALITY :—**Application to annex :—Village Deschênes to township Hull, county of Ottawa, 1609.
- SCHOOL MUNICIPALITY :—**Application to erect, &c :—Shannon, county of Québec, 1609.
- APPOINTMENTS :—**Valuators :—Saint Edmond du Lac au Saumon, 1626.  
Justice of the peace :—Bedford, 1607.
- NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—**From J. B. Hamel to J. O. East, 1610.
- PROCLAMATION :—**Parliament convoked, 1607.
- CROWN LANDS, CANCELLATION :—**Escoumains, 1626 ; Gaspé Bay N, 1626 ; Nouvelle, 1626.
- SALE BY LICITATION :—**Reed vs Ross, 1618.
- SHERIFFS' SALES :**
- ARTHABASKA :—**Dme Dauplaise vs Gailloux, 1619 ; The Provincial Bank of Canada vs Girouard, 1619.

BEDFORD :—Haskell vs Dme Craig, 1620.

IBERVILLE :—Moody vs Nolette, 1620.

JOLIETTE :—Leblanc vs Authier, 1621.

MONTRÉAL :—Masson vs Husselbee, 1622 ; The  
C. Ross Coy of Ottawa vs Dme Malo, 1621.

QUÉBEC :—Belleau *et al* vs Boutin, 1623 ; Gre-  
nier vs Grenier, 1622.

RICHELIEU :—Durocher vs Maclure *ès qual*, 1623 ;  
Letendre vs Roberge, 1623.

SAGUENAY :—Bouchard vs Bouchard, 1624.

SAINT-FRANÇOIS :—Lamy vs Comtois, 1624.

TROIS-RIVIÈRES :—Robertson & Cie vs Lupien,  
1625.

BEDFORD :—Haskell vs Dme Craig, 1620.

IBERVILLE :—Moody vs Nolette, 1620.

JOLIETTE :—Leblanc vs Authier, 1621.

MONTREAL :—Masson vs Husselbee, 1622 ; The  
C. Ross Coy of Ottawa vs Dme Malo, 1621.

QUEBEC :—Belleau *et al* vs Boutin, 1623 ; Gre-  
nier vs Grenier, 1622.

RICHELIEU :—Durocher vs Maclure *ès qual*, 1623 ;  
Letendre vs Roberge, 1623.

SAGUENAY :—Bouchard vs Bouchard, 1624.

SAINT FRANCIS :—Lamy vs Comtois, 1624.

THREE RIVERS :—Robertson & Cie vs Lupien,  
1625.

